

AR PREFECTURE

030-213000284-20171216-124_2017-DE
Regu le 29/12/2017

Annexe délibération n° 124/2017

DEPARTEMENT DU GARD

COMMUNE DE Saint Gervais

COMMUNE DE Bagnols-sur-Cèze

Convention de déversement/transport des eaux usées
de la commune de Saint Gervais
vers le réseau public d'assainissement de la commune de Bagnols-sur-Cèze.

Table des matières

Article 1.- Objet	4
Article 2.- Caractéristiques des eaux déversées dans le réseau public d'assainissement de la commune de BC	5
Article 3.- Durée de la convention	5
Article 4.- Engagements réciproques des parties	6
Article 5.- Conditions financières	7
Article 5.1.- Modalités de calcul de la redevance annuelle de déversement.....	7
Article 5.2.- Révision.....	8
Article 5.3.- Modalités de paiement.....	9
Article 6.- Avenant	9
Article 7.- Responsabilité – Assurance et continuité du service public.....	10
Article 8.- Résiliation de la convention	10
Article 9.- contentieux	11
Article 10.- Dispositions diverses.....	11
1. Annexe 1 : Plan point de jonction entre les réseaux d'assainissement de BC. et de SG	12
2. Annexe 2 : Caractéristiques et charges des rejets	12
3. Annexe 3 : Annexe financière.....	12

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Commune de Saint Gervais

Représentée par son Maire en exercice, Monsieur **Didier DELPI**,
Dûment habilité aux présentes par délibération du conseil municipal
en date du _____

Dénommée ci-après « **la commune de SG** », collectivité déversante,
De première part et

Commune de Bagnols-sur-Cèze

Représentée par son Maire en exercice, Monsieur **Jean-Yves Chapelet**,
Dûment habilité aux présentes par délibération du conseil municipal
en date du _____

Dénommée ci-après « **La commune de BC** », collectivité recevante
De seconde part ;

IL A PREALABLEMENT ETE EXPOSE QUE :

La commune de BC. se trouvant historiquement dans une configuration géographique centrale, conduisant au déversement d'effluents d'eaux usées de plusieurs communes voisines, dont la Commune de SG., dans son propre réseau d'eaux usées en vue de leur acheminement vers les ouvrages d'épurations intercommunaux entrant dans la compétence du S.A.B.R.E, les modalités techniques et financières de déversement de ces effluents et de leur transport vers les ouvrages d'épuration intercommunaux, doivent nécessairement être déterminées dans l'intérêt des de la commune dite recevante.

La Commune de SG. pour ce qui la concerne deverse ses effluents eaux usées dans le réseau de la Commune de BC via le poste de relevage du SABRE depuis le 01/01/2012 sans autorisation formelle et partant sans contrepartie technique ni financière au profit de la commune de BC.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**Article 1.- Objet**

L'objet d'une convention de déversement est de déterminer les conditions notamment financières du déversement des effluents d'un réseau vers l'autre dans le but d'assurer à la collectivité réceptrice les moyens financiers du contrôle de ces effluents, de la maintenance des équipements concernés et des investissements à réaliser par le versement d'une redevance.

Au cas présent, la présente convention définit les modalités à caractère administratif, technique, financier et juridiques que les parties s'engagent à respecter pour l'admission des effluents provenant de la commune de SG dans le système d'assainissement de la Commune de BC, en vue de **leur transport** et traitement à la station d'épuration du SABRE.

La présente convention concerne le transport tant des eaux usées domestiques et industrielles, dans les conditions impératives qu'elle prévoit.

La Commune de SG est par ailleurs soumise aux clauses générales des règlements du service correspondants au périmètre concerné, qui s'appliqueront pour tout ce qui n'est pas réglé de manière spécifique par la présente Convention.

Article 2.- Caractéristiques des eaux déversées dans le réseau public d'assainissement de la commune de BC

Les effluents que la Commune de SG. est autorisée à déverser dans le réseau de BC devront être conformes à la réglementation et aux normes en vigueur et aux caractéristiques et charges telles que précisées aux articles ci-après et annexe 2.

La Commune de SG. responsable de l'entretien de ses réseaux, devra s'assurer que ses installations d'assainissement sont utilisées dans les conditions normales.

Les eaux pluviales devront être collectées, canalisées et éventuellement traitées par des réseaux indépendants vers le milieu naturel.

Le réseau d'assainissement peut recevoir des eaux d'origine non domestiques, dites « eaux industrielles » à la condition où ses effluents sont compatibles avec la chaîne de traitement de la station d'épuration : la commune de SG, dans ce cas, ne pourra donner son accord sur le raccordement à son réseau desdites eaux que dans la mesure où une convention spéciale de rejet d'eaux industrielles soit validée par les différents intervenants de la filière de transport et traitement des eaux usées (commune réceptrice et SABRE).

Cette procédure pourra être appliquée à tout établissement ayant tout ou partie de son rejet d'eaux usées caractérisé comme non domestique par la réglementation en vigueur.

Article 3.- Durée de la convention

La présente convention est conclue, à compter de sa signature, pour une durée maximale de 10 ans. Elle sera rendue caduque au jour du transfert effectif de la compétence assainissement collectif de l'ensemble des collectivités parties à la présente convention, à la communauté d'agglomération du Gard Rhodanien, par l'effet des dispositions législatives et réglementaires et notamment des dispositions de la loi NOTRE.

Cette durée pourra être modifiée par avenant à la présente convention, en fonction des décisions prises en accord entre les parties.

Article 4.- Engagements réciproques des parties

La Commune de BC. s'engage à recevoir tous les effluents que la Commune de SG souhaite voir transiter par ses réseaux de collecte pour être traités à la station d'épuration de l'Euze, propriété du SABRE, sous réserve de leur conformité telle que précisée à l'article 2 et dans la limite de la capacité hydraulique du réseau d'assainissement de la Commune de BC.

La Commune de SG est responsable de la surveillance, du fonctionnement, de l'entretien et du renouvellement de ses réseaux d'assainissement.

La Commune de SG est responsable de la surveillance et de la conformité de ses rejets au regard des prescriptions de la présente convention et de son ou ses arrêtés d'autorisation de déversement pour les eaux usées industrielles.

Des analyses de la conformité de l'effluent rejeté peuvent être réalisées à l'initiative de la commune de BC. Ces analyses seront réalisées selon les normes en vigueur, à savoir un bilan de vingt-quatre heures avec mesure des paramètres dont les normes de rejets sont définies à l'annexe 2 et notamment :

- volume journalier et instantané sous forme de courbe,
- matière en suspension totale,
- demande chimique en oxygène,
- demande biologique en oxygène à 5 jours,
- azote totale, et ammoniacale,
- phosphore total,
- pH
- Mesure du taux d'hydrogène sulfuré (H₂S)

Un tableau des charges reçues sera joint aux analyses.

Si les résultats de ces analyses montraient que les valeurs limites définies en annexe 2 étaient dépassées fréquemment, BC pourra proposer un avenant à la présente convention si la capacité des ouvrages d'assainissement (réseaux et station d'épuration) le nécessite et le permet.

En cas d'urgence, ou lorsque les rejets sont de nature à constituer un danger immédiat, après constat et information faite à la commune déversante. et aux autorités de contrôle compétentes, BC. pourra prendre les dispositions les plus appropriées pour assurer la sécurité et la salubrité publique.

Article 5.- Conditions financières

Article 5.1.- Modalités de calcul de la redevance annuelle de déversement

Le transport par la commune de **BC** vers les installations du SABRE des effluents de la Commune de SG donnera lieu au versement d'une redevance de transfert des effluents R acquittée par la commune déversante, composée de deux termes s'additionnant :

- Une part fixe d'accès au réseau R1
- Une part proportionnelle R2

La participation proportionnelle financière annuelle sera déterminée par l'assiette des consommations d'eau potable des abonnés raccordés ou raccordables à l'assainissement concerné de la commune de SG.

Ces volumes sont déclarés et justifiés par cette dernière. Elle adressera, en conséquence, les états récapitulatifs à la commune de BC des consommations annuelles par abonné au plus tard le 31 juin de l'année N+ 1 pour l'année N.

Les modalités de détermination des redevances R1 et R2 figurent ci-dessous.

Part fixe R1 :

Elle représente la contrepartie de l'accès au réseau et est calculée sur la base du cout annuel des interventions de mesure et contrôle des effluents.

A compter de l'entrée en vigueur de la présente convention et jusqu'au 30 juin de la première année :

La part fixe R1₀ est fixée à un montant annuel de **deux cent cinquante** (250) euros.

Part proportionnelle R2 :

Elle représente la contrepartie des investissements réalisés sur réseau établi sur la base de leur durée théorique d'amortissement, du coût de la maintenance, ainsi que du coût du suivi administratif et technique, répartis, par équivalent habitants concernés, sur la base de coûts réels identifiés et justifiables par la commune de BC.

Le terme R2 est déterminé à partir de l'assiette des consommations d'eau potable des abonnés raccordés ou raccordables à l'assainissement concerné de la commune de **SG.** déclarés et justifiés par cette dernière conformément aux termes de la présente convention.

A compter de l'entrée en vigueur de la présente convention et jusqu'au 30 juin de la première année la part proportionnelle R2₀ est fixée à **11,2** cents euros par m³ d'eau potable consommée. Les critères de détermination de la part proportionnelle de la redevance figurent en annexe 3.

Article 5.2.- Révision

Les parts R1 et R2 pourront être révisées en raison des modifications intervenues en application des dispositions ci-dessous.

Les parties conviennent d'indexer au 1^{er} janvier de chaque année n les parts R1 et R2 de la redevance par application des formules suivantes :

$$R1_n = R1_0 \times k$$

$$R2_n = R2_0 \times k$$

Le coefficient k est défini de la façon suivante :

$$k = 0,10 + 0,90 \frac{Tp10A_n}{Tp10A_0}$$

- L'indice TP10A est l'indice « Canalisations, égouts, assainissement & adduction d'eau avec fournitures de tuyaux » - base 100 en janvier 2010, indice publié au BOCC ou à défaut au supplément des travaux publics.

- La valeur du paramètre d'indice A_0 est la dernière valeur connue soit celle de juillet 2017 : 106,4.
- La valeur du paramètre $TP10A_n$ à prendre en compte pour le calcul de la redevance applicable pour l'année d'actualisation n est la dernière valeur connue avant le 1^{er} juillet de l'année d'actualisation.
- Dans le cas où le paramètre $TP10A$ entrant dans la formule ci-dessus viendrait à ne plus être publié, les parties signataires auraient à se mettre d'accord par un simple échange de lettres, sur le paramètre de substitution et sur son coefficient de raccordement avec l'ancien paramètre.

Article 5.3.- Modalités de paiement

La Commune de BC. assurera la facturation et le recouvrement des rémunérations prévues à l'Article 5.1.- dans les conditions suivantes :

SG. se libérera sur la base d'une facturation annuelle des sommes dues en exécution de la présente convention en faisant porter le montant des factures établies au crédit du compte ouvert au nom de la Commune de BC.

Le paiement sera accompagné d'un récapitulatif détaillant le calcul de la redevance.

Article 6.- Avenant

Toute modification aux conditions générales décrites dans la présente convention, fera l'objet d'un examen conjoint et d'un accord bilatéral finalisé par un avenant à la présente convention.

En outre, les modifications suivantes pourront conduire, sur demande de la commune de BC, sur simple constat, à une révision des conditions financières fixées à l' Article 5.- de la présente convention et de manière plus générale, à la conclusion d'un avenant technique et financier à la présente, dans la limite des installations de collecte et de traitement.

- Tout constat du dépassement d'un taux de tolérance (annuel) sur les écarts constatés entre les volumes d'assiette de la participation financière, et les volumes comptabilisés par les équipements de mesure (débitmètres) en place. Ce taux de tolérance est fixé 130 %, représentant le ratio d'eaux parasites par rapport aux volumes d'assiette,
- Toute modification dans la nature des effluents et/ou le volume rejeté par la commune déversante,
- Toute modification des textes réglementaires fixant les niveaux de rejet et les concentrations en métaux actuellement applicables.

Article 7.- Responsabilité – Assurance et continuité du service public

La responsabilité civile résultant de l'existence des ouvrages et la responsabilité civile résultant de l'exploitation des ouvrages incombent à chacune des parties à la présente convention, en sa qualité de propriétaire ou de gestionnaire.

La communes de BC. assurera la continuité du service de collecte et de transport, via son réseau de collecte, des eaux usées aux ouvrages du SABRE, depuis le point de raccordement, en particulier en ce qui concerne le curage et le débouchage des canalisations, le bon fonctionnement des appareils électriques, électroniques et hydrauliques.

La commune déversante ne pourra être tenue pour responsable d'un défaut quelconque sur le réseau de transport ou sur la station, sauf s'il est prouvé que ce défaut provient d'une pollution ou d'un bouchage issu d'elle-même ou d'un défaut d'entretien de ses propres canalisations.

La commune déversante sera responsable des dommages aux personnes, aux biens ou à l'environnement provoqués, directement ou indirectement, par les substances qu'elle a introduites dans les réseaux des communes réceptrice.

Article 8.- Résiliation de la convention

La présente Convention peut être résiliée de plein droit avant son terme normal :

- par la Commune, en cas d'inexécution par la Collectivité déversante de l'une quelconque de ses obligations, 30 jours après l'envoi d'une mise en demeure restée sans effet ou n'ayant donné lieu de la part de la Collectivité déversante qu'à des solutions jugées insuffisantes,

- par la Collectivité déversante, dans un délai de 30 jours après notification au service de l'eau, dans les cas suivants : cessation d'activité sur le site ou mise en service d'une installation d'épuration privée disposant de sa propre autorisation préfectorale de rejet de ses eaux au milieu naturel.

La résiliation autorise la commune de BC à procéder ou à faire procéder à la fermeture des points de déversement à compter de la date de prise d'effet de ladite résiliation et dans les conditions précisées à la présente convention.

Article 9.- contentieux

Toute difficulté ou litige dans l'application de cette convention sera réglé à l'amiable par discussion honnête et raisonnable. En cas de mésentente persistante, la juridiction compétente sera le Tribunal Administratif de NIMES.

Article 10.- Dispositions diverses

Toutes les sommes qui ne seraient pas perçues par la commune de BC. aux échéances prévues à la présente convention portent intérêt au taux légal.

FAIT EN DEUX (2) EXEMPLAIRES ORIGINAUX

Pour la Commune de Saint Gervais

Le _____

Le maire

Didier DELPI

Pour la Commune de Bagnols-sur-Cèze

Le _____

Le maire

Jean-Yves Chapelet

AR PREFECTURE

030-213000284-20171216-124_2017-DE
Regu le 29/12/2017

1. Annexe 1 : Plan de localisation

2. Annexe 2 : Caractéristiques et charges des rejets

3. Annexe 3 : Annexe financière
